



Le grand débat National – Synthèse

Réunion d'initiative locale du 4 mars 2019 à Beaumont (63110)

I. COMMENT LA REUNION S'EST-ELLE PASSEE ?

Le grand débat organisé par IDÉES Pour Beaumont a rassemblé un peu moins de 80 personnes. Nous avons constaté une moyenne d'âge d'environ 50 ans, très peu de jeunes présents, beaucoup de retraités. Nous avons choisi les quatre thèmes de débat sans prévoir une répartition du temps pour chaque thème. La charte du grand débat a été distribuée à tous les participants dès l'entrée dans la salle de réunion. Le grand débat a débuté par une introduction d'Olivier Devise, le président de l'association IDÉES pour Beaumont.

L'initiative d'organiser ce grand débat a été prise suite à deux constats :

- Rien n'était organisé au niveau de la municipalité.
- La participation au grand débat semblait s'inscrire dans la logique des positions et activités d'IDÉES Pour Beaumont qui a toujours soutenu une participation citoyenne à la vie politique.

L'organisation du débat a été présentée : prises de parole courtes et à tour de rôle, anonymat, compte-rendu prévu sur le site du grand débat et sur le site de l'association. Chaque participant au débat peut joindre sa propre contribution.

Deux personnes membres de l'association ont été désignées pour animer le débat. La première souligne l'importance de pouvoir s'exprimer librement sans qu'un jugement ne soit porté sur les interventions. Le deuxième est élu du conseil municipal dans l'opposition mais rappelle l'obligation de neutralité du rôle des animateurs.

Le débat débute à 20h35 et se termine à 22h30.

Le président d'IDÉES Pour Beaumont conclut le débat et invite les participants à un pot amical.

Les 4 thèmes ont été abordés. Un grand nombre de participants a pu prendre la parole, même plusieurs fois pour un certain nombre d'entre eux. Les prises de parole se sont faites dans une ambiance calme et respectueuse. L'écoute a été attentive. Quelques sujets ont amené des réponses.

II. QUELS ONT ÉTÉ LES CONSTATS OU LES DIAGNOSTICS EXPRIMÉS SUR LES THÈMES DU DÉBAT ?

- Manque d'égalité : alors que la fiscalité pénalise lourdement les retraités avec l'augmentation de la CSG de 25 %, les représentants de la nation s'octroient des exonérations
- Critique du questionnaire mise en ligne sur le site du grand débat : les questions sont orientées. Aucune question sur la culture ou sur l'environnement. Toutes les questions sont relatives à la dépense publique.
- Comme on ne vit pas dans un contexte de ressources financières illimitées et que tout à un coût il faut faire des choix. Faire de la politique, c'est choisir.

- L'État garde les services publics qui coûtent et vend ceux qui rapportent. Ce n'est pas normal.
- Perte de la notion de service public. Critique des privatisations qui ont un impact négatif sur l'emploi.
- L'éducation spécialisée prend en charge des enfants dont les problèmes n'ont pas été pris en compte en amont. C'est plus cher de gérer les problèmes après plutôt que d'être dans la prévention.
- Il y a une dégradation des services publics. Il faut reconstruire le service public.
- Au niveau de la métropole de Clermont, des EHPAD publiques vont être privatisées. C'est un gros problème. Risque encore plus fort d'inégalités devant la vieillesse.
- Il y a une contradiction entre la demande pour plus de services publics et la demande de baisser les impôts.
- Il faudrait payer des impôts équitablement. Il faut prendre l'argent là où il est (chez les plus riches).
- Il y a trop de routes en France : le pays le plus bitumé. Il vaudrait mieux mettre de l'argent dans des EHPAD plutôt que dans des routes.
- On ne doit pas stigmatiser les comportements individuels : les bateaux et les avions polluent plus que les voitures. Il faut d'abord changer au niveau de ces modes de transport.
- Les gilets jaunes ne veulent pas payer moins d'impôts, ils veulent payer moins de taxes
- Le seul véhicule propre c'est le vélo. Il faut dénoncer les gabegies financières de l'État. Par exemple, la prise en charge de nuits d'hôtel pour le logement d'urgence alors qu'il y a énormément de logements libres qui ne sont pas utilisés.
- Le logement représente 50 % de notre consommation, c'est une grosse dépense énergétique. Il faudrait revoir le modèle économique des transports. Beaucoup d'inégalités : il existe des très très grosses fortunes
- La technologie ne nous préservera pas de la catastrophe écologique. La transition écologique est d'abord une question politique. Ce ne sont pas les institutions qui coûtent chers. La question du salaire des députés n'est pas si importante ce qui est problématique ce sont leurs relations avec le milieu des affaires
- L'utilisation de l'hydrogène n'est pas si économe que ça car on produit de l'hydrogène par électrolyse et c'est une grosse consommation d'énergie.
- A-t-on bien conscience de l'urgence climatique ? Même si on fait quelque chose maintenant, l'accélération du réchauffement ne cessera que dans 50 ans.
- Pourquoi toujours remplacer et ne pas diminuer. Il faut une croissance raisonnable, raisonnée. Revenir aux transports en commun notamment ferroviaires. Le progrès ne sert pas la société.
- Le changement climatique n'est pas une théorie mais une certitude. Le climat n'est pas la météo. La vitesse du changement s'accélère. Réchauffement : 5° en 11 000 ans et 1° en 100 ans. Il faut révolutionner le modèle économique basé sur la mondialisation qui est intenable.
- Critique de la mondialisation des échanges : on se pose des questions lorsque l'on mange des haricots verts bio mais qui sont malgaches.
- Comment s'arrêter de polluer. Comment supprimer un véhicule ? Anti-écolo : le projet de canal Rhin Rhône a été abandonné à cause des écologistes alors qu'il permettrait des transports moins consommateurs d'énergie.
- La mondialisation est un problème.

- Pas de développement possible du fret tant que la SNCF s'en occupera car elle est actionnaire principale de plusieurs sociétés de transports routiers.
- Ce n'est pas à l'État d'organiser des circuits courts mais aux consommateurs.
- Tout était dit il y a 50 ans en matière d'écologie par R Dumont campagne de 74. Rien n'a été fait notamment en termes d'habitat et d'aménagement du territoire. La question de l'eau va devenir cruciale. Il y a une panne de l'ascenseur social.
- Fragilité de la démocratie (en danger). L'équilibre traditionnel entre les forces politiques est cassé. Remise en cause de la représentativité de la légitimité des élus.
- Inquiétude pour l'université. Augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers crainte d'une augmentation des droits d'inscription à l'université pour tous les étudiants. Le modèle anglais est très néfaste : les emprunts contractés par les étudiants pour payer leurs études sont garantis par l'État et c'est l'État qui paye au final. Autant payer directement les dépenses d'éducation.
- La démocratie c'est simple ceux qui ne votent pas doivent fermer leur gueule. Le rapport de la cour des comptes devrait avoir force de loi.
- Démocratie est un système à bout de souffle.
- Les jeunes ne se sentent pas proches des élus. Les élus doivent être exemplaires (casier judiciaire)
- Réponse sur la cour des comptes : les magistrats ne sont pas des élus ce sont des techniciens ils ont des compétences mais pas de légitimité démocratique. La démocratie doit être régénérée. Risque représenté par les populismes.
- Rôle de l'éducation nationale : arrêter d'envoyer les enfants dans des impasses (orientation) et refuser la privatisation de l'accès aux études.
- Modèle allemand à promouvoir. Quelle sanction si le vote est rendu obligatoire ? Bulletin blanc est l'expression d'une opinion. Exemple des votations suisses. Réhabiliter le facteur comme lien social.
- Le populisme est issu des urnes il faut reconnaître ce morceau de démocratie. Peut-être au moyen de la proportionnelle. Rassembler le discours politique en organisant les élections le même jour.
- Les barrages vont être vendus au privé comme la SNCF Quelle est la logique ? il faut développer des voies pour le vélo et le travail à la maison.
- Nous ne sommes pas à la hauteur pour l'accueil des migrants. Les migrations ne font que commencer. Bientôt des migrants climatiques.
- Importance de la dette privée c'est cet aspect qui est à surveiller.
- Les barrages sont privatisés sous la pression de l'Union Européenne.
- Où sont les jeunes dans le grand débat ? Faire quelque chose pour les motiver.
- L'éducation ne joue pas son rôle. La politique ça s'apprend.
- Où sont les étudiants ?
- Les jeunes se mobilisent pour le climat

III. QUELLES SONT LES PROPOSITIONS QUI ONT EMERGE DES DISCUSSIONS ?

a. La transition écologique

- Limiter l'importation de matériel photovoltaïque et investir sur les nouvelles énergies propres, hydrogène par exemple.
- Faire la promotion du vélo
- Pourquoi payer des nuits d'hôtels aux personnes dans le besoin. Réquisitionner les logements libres ou les bureaux. Ceci serait moins couteux et mieux géré.
- Des économies importantes pourraient être faites dans la rénovation énergétiques des logements. Ceci serait aussi source d'emploi et d'activité.
- Il n'existe pas de solution idéale. La bonne solution, c'est celle qui pollue le moins : transport en commun, ...
- Faut-il toujours penser remplacement et toujours plus produire. Ne peut-on pas se raisonner, être raisonnable et revenir vers des transports en commun et notamment le train.
- Développer le ferroulage. Développer les péniches. Mettre les poids lourds sur des trains.
- Optimiser et utiliser les infrastructures existantes plutôt que d'en créer de nouvelles qu'il faudra entretenir.
- Réduire les transports inutiles. Consommer au plus près. Consommer durable et sain. Bloquer l'importation des produits qui peuvent être produit en France.
- Aménagement du territoire : ne pas autoriser les constructions isolées qui génèrent des déplacement forcément individuels.
- Partage de l'eau
- Privatisation des barrages : arrêter cette démarche.
- Relancer les lignes de train qui existent
- Développer les pistes cyclables sécurisées dans les agglomérations
- Développer le télétravail

b. La fiscalité et les dépenses publiques

- Récupérer les bijoux de famille de la République : exemple, les autoroutes, les centrales nucléaires, la Française des jeux pour équilibrer ce qui coûte et ce qui rapporte
- Mettre plus d'argent sur l'éducation paie à long terme :
- Mettre en place un système social sur le long terme. Les fruits seront récoltés sur le long terme.
- Concession des autoroutes : verser les gains aux régions concernées par les autoroutes qui les traversent.
- Supprimer les plafonds sur les impôts et les taxes. Impôts et taxes sur la totalité des gains.
- Revoir fiscalité pour plus de progressivité. Supprimer la flat tax.
- Exprimer les salaires en fraction de SMIC et indexer les augmentations sur ce rapport. Ceci serait plus parlant.
- Ne pas exempter les plus grosses fortunes de l'impôt
- Prendre l'argent là où il se trouve.

- Valoriser les revenus de l'activité par rapport aux autres revenus
- Prime d'activité : ne pas tenir compte de la retraite du conjoint
- Dette privée : mettre en place un observatoire. Notamment les dettes des étudiants.

c. La démocratie et la citoyenneté

- Le politique ne doit pas faire carrière : limiter à 2 mandats
- Apprendre à l'école que l'impôt est important
- Donner la chance au jeunes issus des milieux modestes : ascenseur social
- Confiance dans nos élus : rétablir de la proportionnalité. Pas besoin d'une majorité pour gouverner, ceci oblige les échanges et la discussion.
- Rendre le vote obligatoire
- Remettre en cause le mode majoritaire
- Repenser la démocratie, la restaurer pour combattre le populisme
- Arrêter d'envoyer des enfants dans des filières complètement bouchées
- Prendre en compte le vote blanc comme expression d'opinion
- Mettre en place des référendums. Le RIC au niveau local pas national.
- La chambre du sénat ne semble pas indispensable. Il pourrait y avoir un député par département pour une meilleure représentativité.
- Accueil des migrants : il va y avoir des migrations climatiques. Nous devons accueillir ces personnes.
- Re-enseigner la citoyenneté à l'école. Ne pas attendre le grand débat.

d. L'organisation de l'État et des services publics

- Dégradations observées des services publics. Ceci est désolant. Ils devraient être basés sur la solidarité.
- Il ne faut pas privatiser les services aux personnes âgées. Cela va devenir inaccessible au plus grand nombre.
- Étudiants étrangers doivent payer leur scolarité (paiement différencié selon le niveau de richesse du pays d'origine). Ceci est injuste pour les étudiants des pays en développement. Exempter ces frais pour ces étudiants.
- Ne pas rendre payantes les études en France. Attention à la dérive anglo-saxonne.
- Le rapport de la cour des comptes devrait avoir force de loi. Mise en application. Ceci éviterait les mêmes gabegies chaque année et apurerait bien des abus de tous ordres.
- Interdire l'accès des lobbyistes dans les assemblées et obliger les élus contactés de se déclarer et les punir sévèrement s'ils succombent
- Les élus doivent prouver leur exemplarité comme les animateurs encadrant des jeunes
- Arrêter tous les contrats publics privés qui coutent bien trop chers.